



Le Secrétaire général du Comesa, Singiso Ngwenya

Le Sommet des chefs d'Etat des pays membres du Comesa (***Common Market for Eastern and Southern Africa*** ou **Marché commun de l'Afrique Orientale en français**)

se tiendra à Kinshasa, République démocratique du Congo, du 25 au 27 février 2014.

Cette information a été livrée par le Secrétaire général de cette organisation régionale, Singiso Ngwenya

, par contre, aucune communication officielle n'a émané de la présidence de Madagascar, et c'est sur Internet que l'on apprend que le Président Hery Rajaonarimampianina est invité à y assister. C'est peut-être çà la rupture dans la continuité qu'il prône. Qui sait ? Et c'est toujours sur Internet qu'on apprend qu'il était à Ankaramalaza et qu'il projette d'aller sur l'île de Nosy Be, ce 11 février 2014, date des 39 ans de l'assassinat du Colonel Richard Ratsimandrava. Mais l'on vient d'apprendre, toujours via Internet, que

"la présidence de la République a fait déposer une gerbe de fleurs sur la stèle commémorant l'assassinat du Colonel Ratsimandrava"

(le 11 février 2014, au lendemain de la rédaction de ce dossier).

En fait donc, faute d'informations officielles, c'est son entourage qui crée la désinformation, les "*tsao*"

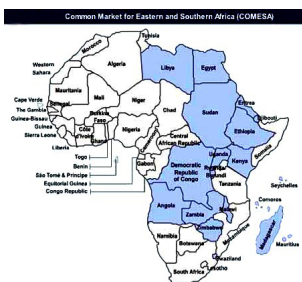
ou rumeurs et les interprétations en tous genres.

En attendant (re)voyons ce qu'est le Comesa ?



Le traité qui établit la Comesa été signé en novembre 1993 et ratifié en décembre 1994. Il a remplacé l'ancienne zone de commerce préférentielle, qui existait depuis 1981. Mais les origines du COMESA remontent au milieu des années 1960. Après de leur indépendance respective, les pays africains ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre en place une coopération économique, avant de tenter, dans l'immédiat, de conclure un accord régional panafricain. Ces pays africains ont donc opté, d'abord, pour la promotion de l'intégration économique sous-régionale. Rappelons que, dans les années 1970, l'économie des pays de l'Afrique Australe souffraient de la politique d'apartheid de l'Afrique du sud, et les pays africains étaient dépendants économiquement des pays industrialisés.

Mais, suivant la déclaration de Lusaka (Zambie), en 1978, le traité sur l'établissement d'une zone de commerce préférentielle fut signé le 21 décembre 1981, qui entra en vigueur en 1982. La zone de commerce préférentielle était une étape vers l'établissement d'un marché commun. Et donc, le traité établissant le Comesa fut signé à Kampala (Ouganda) en novembre 1993 par 20 Etats, et ratifié au sommet de Lilongwe (Malawi) en 1994. Cela boucle la boucle.



Actuellement, les pays membres du COMESA sont 19 pays membres : Burundi, Comores, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Libye, **Madagascar**, Malawi, Maurice, Ouganda, RDC, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.



Chairman of the COMESA Authority, Yoweri Kagame Mebesem - President of the Republic of Uganda

Le thème de ce Sommet à Kinsasha sera : « **Consolider le commerce intra Comesa, à travers le développement des PME** ». Pour son Secrétaire général, Singiso Ngwenya, il s'agira « d'apporter un appui substantiel aux PME, à travers les différentes politiques que nous allons mettre en place, notamment par la création d'un fonds approprié pour les financer. Je reste confiant quant à la tenue de ces assises qui seront précédées de certaines réunions importantes, dont le conseil des ministres. Celui-ci examinera le dossier de l'industrialisation dans le cadre du mandat prochain. Un objectif important, si l'on veut assurer le développement des Etats membres ».

Qu'est-ce que le Comesa peut bien apporter pour le développement de Madagascar ?

ECHANGES COMMERCIAUX : MADAGASCAR - COMESA

	2007	2008	2009	2010
EXPORT MCAR VERS COMESA (En milliers USD)	56 572	35 964	33 495	45 352
IMPORT MCAR EN PROV. COMESA (En milliers USD)	126 064	136 750	200 497	104 956
BALANCE COMMERCIALE (En milliers USD)	- 69 492	-100 786	-167 002	- 59 604
Taux de couverture (en %)	44,87	26,30	16,70	43,21

Source : TRADEMAP/ITC - GENEVE

La Grande île n'a pas été suspendue du Comesa, étant donné qu'il s'agit d'une entité à vocation économique et non politique et que la crise reste politique. Cependant, le 8 juin 2009, lors d'une réunion, le Comesa a évoqué la possibilité d'une intervention militaire pour rétablir la démocratie. Dans le communiqué final, les 19 pays membres du Comesa ont déclaré qu'ils soutenaient les « efforts pour rétablir l'ordre constitutionnel à Madagascar en examinant toutes les options, y compris la possibilité d'une intervention militaire ».

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont de la désinformation et [une équipe interne du COMESA était en mission à Madagascar du 14 au 19 mai 2012](#)

.

Quoi qu'il en soit, malgré la carence totale -côté malgache- de données chiffrées statistiques officielles ou de bilans concernant les relations économiques entre le Comesa et Madagascar depuis son adhésion, force est de constater que peu d'entreprises malgaches (lesquelles et dans quel secteur ?) bénéficient réellement des «*avantages*»

du Comesa. Je vous invite à lire l'excellent dossier rédigé par notre collègue de *La Gazette de la Grande île*

à ce sujet, avec des données récentes, en cliquant

[ICI](#)

.



Lors de son discours d'investiture, le 25 janvier 2014 à Mahamasina, le Président Hery Rajaonarimampianina avait déclaré, entre autres : □

«

Nous devons créer un développement des affaires favorables à l'initiative économique mise en place. Je veux que le marché intérieur soit organisé pour permettre aux producteurs de valoriser leurs produits, afin de soutenir nos agriculteurs et nos artisans. Que des systèmes de micro-finance soient créés pour favoriser l'accès de tous au crédit et développer notre entrepreneuriat. Je tiens à ce que cette relance et ce progrès se fassent avec l'implication personnelle de chaque Malgache et doivent se faire par la valorisation du travail. Madagascar va renaître grâce au travail de son peuple uni et soudé dans ce rêve de réussite collective. Je serais toujours à vos côtés pour vous donner les moyens de relancer la croissance économique de Madagascar. Cette croissance, nous allons la fabriquer avec nos talents, avec notre imagination, notre audace et notre courage. Je vais mettre en œuvre une politique globale en agissant sur tous les leviers, aussi bien en direction des entrepreneurs, que des ménages, que des entreprises et des administrations □ ».

Ben, ce sera déjà un bon début pour affronter le marché extérieur. Mais de la parole à l'acte, il y a tout de même un gouffre de carence en communication (informations, transmissions des données -textes/images-, explications).

Un dossier de Jeannot Ramambazafy – 10 février 2014